

**COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES
DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 10 DECEMBRE 2007
MODIFIANT LES STATUTS DU FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE
POUR LES EMPLOYES DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA
BONNETERIE**

Vu la loi du 7 janvier 1958 relative aux fonds de sécurité d'existence.

Vu les statuts coordonnés du Fonds de Sécurité d'Existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie établis par la convention collective de travail du 13 octobre 2000, conclue au sein de la commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie, portant coordination des statuts du Fonds de Sécurité d'Existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie, rendue obligatoire par arrêté royal du 23 novembre 2001 et ensuite modifiée respectivement par la convention collective de travail du 28 juin 2002, rendue obligatoire par arrêté royal du 17 juin 2003, par la convention collective de travail du 21 octobre 2003, rendue obligatoire par arrêté royal du 5 juillet 2004 et la convention collective de travail du 19 décembre 2005.

Vu la convention collective de travail nationale générale du 20 avril 2007 conclue au sein de la commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie.

IL EST CONVENU ENTRE

La Centrale Nationale des Employés - Le Groupement National des Cadres,
le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres de Belgique,
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, d'une part

ET

la Fédération du Textile FEBELTEX, d'autre part

CE QUI SUIT :

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux entreprises qui tombent sous la compétence de la commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie et aux employés qu'elles occupent.

En dérogation à l'alinéa précédent, les articles 3 et 5 de cette convention collective de travail ne s'appliquent pas à la S.A. Celanese ni aux employés qu'elle occupe.

Article 2

Dans les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie un article 6bis avec le texte suivant est inséré :

« A partir du 1^{er} janvier 2007 une allocation de fonctionnement correspondant à 0,10% des salaires annuels non plafonnés sur lesquels les cotisations sont perçues est octroyée aux organisations représentatives des travailleurs. Cette allocation de fonctionnement est répartie sous les organisations représentatives des travailleurs selon la clé de répartition qui était applicable jusqu'à présent pour l'allocation de fonctionnement. Ils peuvent affecter cette

107

allocation de fonctionnement à l'octroi d'une prime syndicale de maximum 100 euros par syndiqué et par an.

A partir du 1^{er} janvier 2007 une allocation de fonctionnement correspondant à 0,10% des salaires annuels non plafonnés sur lesquels les cotisations sont perçues est également octroyée aux organisations représentatives des employeurs.

L'exécution pratique de ces dispositions est fixée par le conseil d'administration du Fonds. »

Article 3

Dans les mêmes statuts un article 7quinquies est inséré avec le texte suivant:

« Le secteur fournit en 2007 et 2008 un effort supplémentaire en matière de formation, qui est réalisé par le versement au Fonds de Sécurité d'Existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie d'une cotisation patronale de 0,10%, calculée sur le salaire complet des employés, tel que défini par l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 comportant les principes généraux de la sécurité sociale pour les travailleurs salariés et par les arrêtés d'exécution de cette loi. De cette manière, le secteur fournit un effort en matière de formation permanente.

Pour les années 2007 et 2008 en vertu de la convention collective de travail du 20 avril 2007, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie, est instauré un droit de tirage à concurrence de maximum 0,10 % de la masse salariale. Le droit de tirage est accordé à l'entreprise qui, au plus tard le 15 décembre 2007, introduit un plan de formation approuvé par le conseil d'entreprise auprès du Fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie. A défaut de conseil d'entreprise, le plan de formation doit être approuvé par la délégation syndicale ou, à défaut de cette dernière, par CEFRET-employés.

La preuve des frais exposés en 2007 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé doit être introduite auprès du fonds au plus tard le 31 mars 2008. Pour les formations réalisées en 2008, la preuve des frais exposés doit être introduite auprès du fonds au plus tard le 31 mars 2009.

Le Fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie est chargé du paiement de ce droit de tirage à charge de la section "Formation". Le droit de tirage correspond au montant mentionné sur la preuve des frais exposés, sans que le droit de tirage ne puisse être supérieur à la cotisation de 0,10 % sur les salaires bruts non-plafonnés des employés que l'entreprise a payé au fonds pour l'année concernée. »

Article 4

L'article 14, litt. c) des mêmes statuts est complété par le texte suivant:

«A partir du 1^{er} janvier 2007 cette cotisation est diminuée de 0,30% et est ainsi fixée à 1,15%. En outre, la perception de cette cotisation de 1,15% est suspendue à partir de la même date pour 8 trimestres à ratio de 0,15%. Dès lors, cette cotisation est égale à 1% pour les années 2007 et 2008. »

Handwritten signature and initials, possibly 'P. 19'.

Article 5

L'article 14, litt. d) des mêmes statuts est complété par le texte suivant:

« A partir du 1er janvier 2007 la cotisation perçue pour les années 2007 et 2008 est fixée à 0,20% de ces salaires.

Par ailleurs, une cotisation patronale supplémentaire de 0,10% est perçue pour le financement du droit de tirage prévu à l'article 7quinquies à partir du 1er janvier 2007 et pour la même période, de sorte que la cotisation patronale globale pour les années 2007 et 2008 est fixée à 0,30% de ces salaires. »

Article 6

L'article 17, litt. a) des mêmes statuts est complété par le texte suivant:

« Pendant les années 2007 et 2008 la perception de cette cotisation est suspendue. »

Article 7

Les parties signataires demandent au Roi de rendre la présente convention collective de travail obligatoire par arrêté royal.

Article 8

Cette convention collective de travail entre en vigueur au 1er janvier 2007 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut, à la demande d'une des parties signataires, être résiliée moyennant un délai de préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée au président de la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie.

Fait à Gand le 10 décembre 2007

La Centrale Nationale des Employés
- Le Groupement des Cadres,
M. G.

Syndicat des Employé(e)s, Techniciens et Cadres de Belgique,
Mme I. Galliaert

Centrale Générale de Belgique,
Mme P.

Fédération du Textile FEBELTEX,
M. M.

K

**PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN
VAN DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 10 DECEMBER 2007
TOT WIJZIGING VAN DE STATUTEN VAN HET FONDS VOOR
BESTAANSZEKERHEID VOOR DE BEDIENDEN VAN DE
TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK**

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid;

Gelet op de gecoördineerde statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 oktober 2000, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk, tot coördinatie van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 23 november 2001 en nadien gewijzigd respectievelijk door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2002, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 juni 2003, de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 oktober 2003, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 juli 2004 en de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2005.

Gelet op de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 2007 gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk;

WORDT TUSSEN

de Landelijke Bedienden Centrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel,
de Bond der Bedienden, Technici en Kadern van België,
de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België enerzijds,

EN

de Textielfederatie FEBELTEX anderzijds

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het paritair comité voor de bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk en op de bedienden die zij tewerkstellen.

In afwijking op voorgaande alinea zijn de artikelen 3 en 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, niet van toepassing op de N.V. Celanese noch op de bedienden die zij tewerkstelt.

Artikel 2

In de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk wordt een artikel 6bis ingevoegd met volgende tekst:

"Met ingang van 1 januari 2007 wordt aan de representatieve werknemersorganisaties een globale jaarlijkse werkingstoelage toegekend die overeenstemt met 0,10% van de onbegrensde jaarweddes waarop bijdragen worden geïnd. Deze werkingstoelage wordt

14

onder de *werknemersorganisaties* verdeeld volgens de verdeelsleutel die tot nu toe van toepassing was voor de werkingstoelage. Zij kunnen deze werkingstoelage besteden voor de toekenning van een syndicale premie van maximum 100 euro per gesyndiceerde en per jaar.

Met ingang van 1 januari 2007 wordt eveneens aan de representatieve werkgeversorganisaties een *jaarlijkse* werkingstoelage toegekend die overeenstemt met 0,10% van de onbegrensde jaarweddes waarop bijdragen worden geïnd.

De praktische uitvoering van deze bepalingen wordt vastgesteld door de raad van beheer van het Fonds."

Artikel 3

In dezelfde statuten wordt een artikel 7 *quinquies* ingevoegd met volgende tekst:

"De sector doet gedurende de jaren 2007 en 2008 een *bijkomende* inspanning op het vlak van vorming en opleiding, die wordt gerealiseerd door een werkgeversbijdrage van 0,10% berekend op het volledige loon van de bedienden zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet, te storten aan het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk. Aldus levert de sector een inspanning op het vlak van permanente vorming.

Voor de jaren 2007 en 2008 wordt door de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 2007, gesloten in het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk, een trekkingsrecht ten belope van maximum 0,10% van de loonmassa, ingevoerd. Het trekkingsrecht wordt toegekend aan de onderneming die uiterlijk op 15 december 2007 een door de ondernemingsraad goedgekeurd opleidingsplan indient bij het Fonds. Bij ontstentenis van een ondernemingsraad dient het opleidingsplan goedgekeurd te worden door de syndicale delegatie of bij ontstentenis ervan, door COBOT-Bedienden.

Het bewijs van de in 2007 gedane kosten voor opleidingen in het kader van het goedgekeurde opleidingsplan dient tegen uiterlijk 31 maart 2008 bij het Fonds ingediend te worden. Voor de opleidingen die in 2008 gerealiseerd worden, dient het bewijs van de gedane kosten uiterlijk tegen 31 maart 2009 bij het Fonds te worden ingediend.

Het Fonds wordt belast met de uitbetaling van dit trekkingsrecht ten laste van de sectie "Opleiding". Het trekkingsrecht stemt overeen met het bedrag vermeld op het bewijs van gedane kosten, zonder dat het trekkingsrecht hoger kan zijn dan de bijdrage van 0,10% op de onbegrensde brutolonen van de bedienden die door de onderneming voor het betrokken jaar werd betaald aan het Fonds. "

Artikel 4

Artikel 14, litt. c) van dezelfde statuten wordt aangevuld met de volgende tekst:

"Vanaf 1 januari 2007 wordt deze bijdrage met 0,30% verminderd en aldus vastgesteld op 1,15%. De inning van deze bijdrage van 1,15% wordt bovendien vanaf dezelfde datum voor 8 kwartalen naar rato van 0,15% geschorst. Aldus bedraagt deze bijdrage gedurende de jaren 2007 en 2008 1%.

Handwritten signature and initials, possibly 'ZB' and 'D'.

Artikel 5

Artikel 14, litt. d) van dezelfde statuten wordt aangevuld met de volgende tekst:

"Met ingang van 1 januari 2007 wordt deze bijdrage voor de jaren 2007 en 2008 vastgesteld op 0,20% van deze lonen.

Daarenboven wordt met ingang van 1 januari 2007 en voor dezelfde periode een bijkomende werkgeversbijdrage van 0,10% geïnd ter financiering van het in artikel 7 quinquies bedoelde trekkingsrecht, zodat de totale werkgeversbijdrage voor de jaren 2007 en 2008 is vastgesteld op 0,30% van deze lonen."

Artikel 6

Artikel 17, litt. a) van dezelfde statuten wordt aangevuld met de volgende tekst:

"Gedurende de jaren 2007 en 2008 wordt de inning van deze bijdrage geschorst."

Artikel 7

De ondertekenende partijen verzoeken de Koning deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend te verklaren bij Koninklijk Besluit.

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2007 en is voor onbepaalde tijd gesloten. Ze kan op verzoek van een van de ondertekenende partijen opgezegd worden met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk.

Opgemaakt te Gent op 10 december 2007

de Bedienden Centrale
- Verbond Kaderpersoneel,
dhr. G.

Namens de Bond der Bedienden, Technici
en Kaders van België, I. Galliaert

Namens de Centrale der
Vakbonden van België,

Namens de Textielfederatie FEBELTEX,
dhr. M.